



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 10-14 juin 2019

Distribution: générale

Point 6 de l'ordre du jour

Date: 9 mai 2019

WFP/EB.A/2019/6-B/2

Original: anglais

Ressources, questions financières et budgétaires

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Le Directeur exécutif a le plaisir de présenter ci-après le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) sur les questions concernant le PAM. Le rapport couvre le point suivant de l'ordre du jour:

- Point sur le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021

COPIE DE LA LETTRE REÇUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES – NEW YORK

Référence: AC/2070

Comité consultatif pour
les questions administratives et budgétaires

Le 26 avril 2019

Monsieur le Directeur exécutif,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un exemplaire du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant le Point sur le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021 (WFP/EB.1/2019/6/1/Rev.1).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir présenter le rapport complet, sous forme de document distinct, au Conseil d'administration du PAM à sa prochaine session, et transmettre dès que possible une version imprimée de ce document au Comité consultatif.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur exécutif, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président
Cihan Terzi

M. David Beasley
Directeur exécutif
Programme alimentaire mondial
Via Cesare Giulio Viola, 68-70
00148 Rome, Italie

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le Point sur le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021 (WFP/EB.1/2019/6/1/Rev.1), qui sera présenté au Conseil d'administration, pour approbation, à sa session annuelle. Lors de l'examen de ce document, le Comité a rencontré le Sous-Directeur exécutif et d'autres représentants du Secrétariat du PAM qui lui ont apporté des informations supplémentaires et des éclaircissements, dont les derniers ont été reçus par écrit le 11 avril 2019.
2. Le Comité consultatif rappelle qu'il a déjà recommandé en décembre 2018 que le Conseil d'administration du PAM approuve le Plan de gestion pour 2019-2021 (voir son rapport du 21 novembre 2018) et que le plan a donc été approuvé par le Conseil.

II. Point sur le Plan de gestion pour 2019-2021

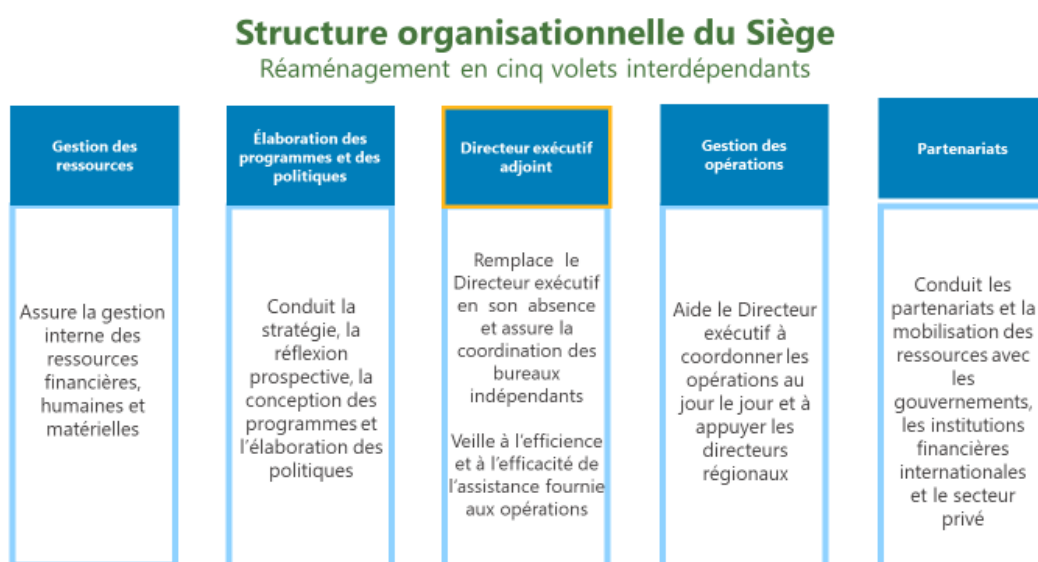
3. Le document indique que le montant alloué au budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) est de 385,1 millions de dollars É.-U. et que celui affecté aux initiatives internes d'importance primordiale reste au niveau de 69,3 millions de dollars. Ce plan a été établi sur la base d'un niveau de financement du PAM de 7,2 milliards de dollars pour 2018 est de 6,8 milliards de dollars pour 2019, ces chiffres demeurant inchangés (paragraphe 1 et 2 du document WFP/EB.1/2019/6/1/Rev.1). Le rapport actualise certains éléments du Plan de gestion du PAM pour 2019-2021 afin de prendre en compte la nouvelle structure organisationnelle. Il précise que les changements n'ont aucune incidence sur le niveau global du budget AAP de 2019 et sur les montants affectés aux initiatives internes d'importance primordiale (ibid., paragraphes 1 à 3, annexe II et tableau IV.5).
4. Il est indiqué dans le document que l'annexe I remplace les paragraphes 184 à 226 du Plan de gestion initial du PAM pour 2019-2021 et que le reste du texte du Plan de gestion pour 2019-2021 (WFP/EB.2/2018/6-A/1/Rev.1) demeure tel qu'approuvé initialement. L'annexe II du plan révisé contient des tableaux qui remplacent les données présentées dans le corps du texte et dans les annexes I et II du Plan de gestion initial pour 2019-2021 (paragraphe 4 et 5 du document WFP/EB.1/2019/6/1/Rev.1). **Le Comité consultatif considère que le document initial aurait dû faire apparaître les modifications apportées au Plan de gestion approuvé en mode "suivi des modifications" et espère bien que cela sera fait pour tout rapport de cette nature à l'avenir.**
5. En réponse à sa demande, le Comité consultatif a reçu confirmation du fait que tous les réaménagements et restructurations organisationnels seraient mis en œuvre dans la limite des ressources indiquées et que la proposition globale et le niveau des effectifs étaient sans incidence budgétaire. Le Comité a également reçu un tableau comparatif concernant les répercussions sur les effectifs (voir en annexe), des détails sur les transferts de postes et de ressources entre unités administratives entre le Plan de gestion pour 2019-2021 approuvé et le Point sur le Plan de gestion pour 2019-2021 ainsi que les modifications apportées entre la version initialement approuvée et le Point sur le Plan de gestion.

Nouvelle structure du Siège

6. Le document indique que la nouvelle structure du Siège est une réponse face à la complexité accrue des opérations, notamment à la prise de conscience grandissante de l'interdépendance entre action humanitaire, développement et consolidation de la paix, et au fait que les crises se prolongent, à un moment où le niveau des ressources augmente de plus de 30 pour cent depuis deux ans (ibid., paragraphe 6). La nouvelle structure comporte cinq volets, sous la conduite du Directeur exécutif, pour que l'organisation du Siège soit plus responsable et plus cohérente et prenne en compte la complexité croissante des programmes et des services fournis. Ces cinq volets sont: a) la gestion des ressources; b) l'élaboration des programmes et des politiques; c) la gestion des opérations;



- d) l'assistance aux opérations; et) les partenariats. Le rapport précise que, collectivement, ces volets favoriseront une collaboration stratégique renforcée au Siège et un appui plus soutenu sur le terrain, grâce à l'amélioration des politiques globales, du contrôle de la qualité et de la supervision des activités du PAM (ibid., paragraphe 8).
7. En réponse à sa demande, des informations ont été communiquées au Comité consultatif au sujet du contexte et des raisons du changement de structure organisationnelle au Siège. Le Comité a été informé qu'au cours des deux dernières années, le PAM avait vu le niveau de ses contributions effectives augmenter de 25 pour cent, passant de 5,8 milliards de dollars en 2016 à 7,2 milliards de dollars en 2018. Cette évolution était allée de pair avec un engagement accru du PAM dans des interventions d'urgence de plus en plus complexes ou qui se prolongeaient au fil des ans.
 8. Pour justifier la structure organisationnelle proposée, le document précise que la structure du Siège prévue vise à assurer une organisation plus responsable et plus cohérente, qui prenne en compte le niveau accru de ressources dont dispose le PAM ainsi que la complexité croissante des programmes et des services fournis, dans le but d'apporter un appui plus soutenu sur le terrain. Le schéma 1 ci-dessous présente les cinq volets et leurs fonctions.

Schéma 1: Aperçu des cinq volets de la nouvelle structure



9. En ce qui concerne les changements apportés entre divisions dans la structure organisationnelle proposée et les transferts ou migrations ("*lift-and-shift*") correspondants, le schéma 2 ci-après présente les différences.

Schéma 2: Récapitulatif des transferts effectués entre les cinq volets de la nouvelle structure

Différences entre le Plan de gestion pour 2019-2021 et le Point sur le Plan de gestion pour 2019-2021					
	Départements				
	Gestion des ressources	Élaboration des programmes et des politiques	Directeur exécutif adjoint	Gestion des opérations	Partenariats
Divisions	Transferts de budgets - ajouts et déductions				
Bureau du Directeur - Opérations concernant les situations d'urgence et la chaîne d'approvisionnement		-	+		
Chaîne d'approvisionnement		-	+		
Préparation aux situations d'urgence et appui aux interventions en cas de crise		-	+		
Sécurité	-		+		
Appui à la gestion des opérations			-	+	
Prise en compte de la problématique femmes-hommes		+	-		
Transferts de type monétaire		+		-	
Ressources humaines	+		-		
Communication				-	+
Secrétariat du Conseil d'administration			+		-
Bureau du Directeur exécutif adjoint			-	+	
Coordination et appui stratégiques (Bureau d'Addis Abeba)			-		+
	Réorganisation des ressources budgétaires				
Recherche, analyse et suivi					

Bureaux régionaux

10. L'annexe I du document WFP/EB.1/2019/6/1/Rev.1 précise que, dans la nouvelle structure organisationnelle, les directeurs régionaux rendront directement compte au Directeur exécutif et disposeront d'une ligne directe pour lui faire remonter les problèmes et les risques, le but étant de donner la priorité aux opérations du PAM sur le terrain. Le Directeur exécutif supervisera personnellement les activités et les prestations des directeurs régionaux dont les bureaux gèrent, globalement, 85 pour cent des ressources du PAM. On trouvera des détails à ce sujet aux paragraphes 3 à 16, y compris l'organigramme révisé. Le rapport indique également que les montants affectés à la réorganisation des ressources des départements et aux priorités de gestion demeurent au niveau de 39,3 millions de dollars des fonds AAP supplémentaires, comme approuvé par le Conseil à sa deuxième session ordinaire de 2018 (ibid., paragraphe 17). De l'avis du Secrétariat du PAM, la version actualisée du Plan de gestion pour 2019-2021 offre au PAM une possibilité de renforcer l'utilisation du budget AAP, avec comme avantages une réduction des dépenses opérationnelles ou une efficacité accrue des opérations (ibid., paragraphe 18).

Dépenses de personnel et autres dépenses

11. S'agissant des dépenses de personnel et autres dépenses afférentes à la structure révisée, le Comité consultatif note en comparant le Plan de gestion approuvé pour 2019-2021 et sa version révisée qu'un transfert de ressources de 346 000 dollars a été effectué entre des rubriques concernant les dépenses de personnel et d'autres dépenses. En réponse à sa demande, il lui a été expliqué que cette modification résultait d'une réduction des dépenses afférentes aux consultants qui était compensée par le reclassement de trois postes, à savoir un poste de classe D-1 en classe D-2 et un poste de classe P-3 en classe D-1 dans la Division

de la recherche, de l'analyse et du suivi ainsi qu'un poste de classe P-3 en classe D-2 au Bureau du PAM à Washington. Le Comité a également été informé que le reclassement du poste de classe P-3 en classe D-2 au Bureau du PAM à Washington serait financé en utilisant des ressources budgétaires autres que celles réservées aux dépenses de personnel. **Le Comité consultatif souligne que, conformément aux bonnes pratiques applicables en matière de gestion budgétaire et de gestion des ressources humaines, tout reclassement proposé de poste de plusieurs classes devrait se faire en supprimant le poste de niveau inférieur et en créant un nouveau poste, en fournissant les justifications requises pour chaque cas.**

12. Le Comité consultatif note que le Bureau de Washington dispose déjà d'un poste de classe D-2. S'agissant des attributions de ces deux postes de classe D-2, il a été informé qu'elles relèvent d'un effort global visant à renforcer la présence stratégique du PAM pour l'aider à trouver de nouvelles possibilités de mobilisation de ressources et pour renforcer les relations avec les dirigeants politiques et d'autres personnalités influentes aux États-Unis. Le Comité a également été informé que le nouveau Directeur principal du Bureau de Washington aurait pour tâche essentielle la sensibilisation de haut niveau et la liaison stratégique avec les entités gouvernementales, alors que le Directeur du bureau se chargerait de la gestion des contrats et des questions opérationnelles.
13. En ce qui concerne le fichier du PAM pour les interventions d'urgence, le Comité consultatif a été informé qu'il avait été créé en 2014 et qu'un appel à candidatures était lancé tous les ans à l'ensemble des membres du personnel qui souhaitaient se rendre disponibles pour une période définie de trois mois durant l'année. Il pouvait être fait appel à ce fichier pour déployer des membres du personnel dès qu'une situation d'urgence était déclarée. Le PAM estimait qu'il s'agissait d'un outil crucial de mobilisation des ressources humaines, puisqu'il couvrait un quart du personnel du PAM déployé chaque année et qu'il donnait notamment l'occasion aux membres du personnel national d'être sélectionnés pour assumer temporairement des responsabilités au niveau international et d'améliorer ainsi leurs qualifications et leur expérience.
14. **Sous réserve des observations et recommandations formulées ci-dessus, le Comité consultatif n'émet aucune objection au sujet du Point sur le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021.**

ANNEXE

Tableau comparatif des nombres de postes inscrits au budget AAP en 2019
 (comparaison entre le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021 approuvé et le Point sur le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021)
 Tableau synthétique supplémentaire - Pour information uniquement - Audition du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
 sur des questions intéressant le PAM (2 avril 2019)

Plan de gestion du PAM pour 2019-2021*					Point sur le plan de gestion du PAM pour 2019-2021**					Différences entre le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021 et le Point sur le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021					
Nombre de postes	Administrateurs recrutés sur le plan international	Agents des services gérés	Administrateurs recrutés sur le plan national	Nombre total de postes	Nombre de postes	Administrateurs recrutés sur le plan international	Agents des services gérés	Administrateurs recrutés sur le plan national	Nombre total de postes	Nombre de postes	Administrateurs recrutés sur le plan international	Agents des services gérés	Administrateurs recrutés sur le plan national	Nombre total de postes	
Total bureaux de pays	106	-	345	451	Total bureaux de pays	106	-	345	451	Total bureaux de pays	-	-	-	-	
Bureaux de pays	106	-	345	451	Bureaux de pays	106	-	345	451	Bureaux de pays	-	-	-	-	
Total bureaux régionaux	202	-	269	471	Total bureaux régionaux	202	-	269	471	Total bureaux régionaux	-	-	-	-	
Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	33	-	35	68	Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	33	-	35	68	Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	-	-	-	-	
Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe orientale et l'Asie centrale	46	-	48	94	Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe orientale et l'Asie centrale	46	-	48	94	Bureau régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe orientale et l'Asie centrale	-	-	-	-	
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	37	-	50	87	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	37	-	50	87	Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	-	-	-	-	
Bureau régional pour l'Afrique australe	26	-	49	75	Bureau régional pour l'Afrique australe	26	-	49	75	Bureau régional pour l'Afrique australe	-	-	-	-	
Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale	37	-	48	85	Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale	37	-	48	85	Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale	-	-	-	-	
Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	23	-	39	62	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	23	-	39	62	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	-	-	-	-	
Total Siège et niveau central	566	380	3	949	Total Siège et niveau central	566	380	3	949	Total Siège et niveau central	-	-	-	(0)	
Total Siège	563	379	3	944	Total Siège	563	379	3	944	Total Siège	-	-	-	(0)	
Directeur exécutif et bureaux indépendants	101	31	-	131	Directeur exécutif et bureaux indépendants	101	31	-	131	Directeur exécutif et bureaux indépendants	-	-	-	-	
Bureau du Directeur exécutif	6	8	-	14	Bureau du Directeur exécutif	6	8	-	14	Bureau du Directeur exécutif	-	-	-	-	
Bureau de la déontologie	4	2	-	6	Bureau de la déontologie	4	2	-	6	Bureau de la déontologie	-	-	-	-	
Bureau des services juridiques	24	7	-	31	Bureau des services juridiques	24	7	-	31	Bureau des services juridiques	-	-	-	-	
Bureau de l'Ombudsman	3	2	-	5	Bureau de l'Ombudsman	3	2	-	5	Bureau de l'Ombudsman	-	-	-	-	
Bureau de l'évaluation	24	5	-	29	Bureau de l'évaluation	24	5	-	29	Bureau de l'évaluation	-	-	-	-	
Bureau de l'inspecteur général et des services de contrôle	40	7	-	47	Bureau de l'inspecteur général et des services de contrôle	40	7	-	47	Bureau de l'inspecteur général et des services de contrôle	-	-	-	-	
Chef de cabinet	84	29	-	113	Département de la gestion des opérations	58	21	-	79	Département de la gestion des opérations	(26)	(8)	-	(34)	
Bureau du Chef de cabinet (**)	4	-	-	4	Bureau du Chef de cabinet (**)	4	-	-	4	Bureau du Chef de cabinet (**)	-	-	-	-	
Transferts de type monétaire	1	1	-	2	Transferts de type monétaire	-	-	-	-	Transferts de type monétaire	(1)	(1)	-	(2)	
Communication	27	13	-	40	Communication	-	-	-	-	Communication	(27)	(13)	-	(40)	
Innovation et gestion du changement	2	1	-	3	Division de l'appui à la gestion des opérations	2	6	-	8	Division de l'appui à la gestion des opérations	-	2	6	-	8
Technologies de l'information	50	14	-	64	Innovation et gestion des connaissances	2	1	-	3	Innovation et gestion du changement	-	-	-	-	
Directeur exécutif adjoint	61	75	2	138	Technologies de l'information	50	14	-	64	Technologies de l'information	-	-	-	-	
Bureau du Directeur exécutif adjoint	4	3	-	7	Directeur exécutif adjoint	90	99	-	189	Directeur exécutif adjoint	29	24	(2)	51	
Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes	5	1	-	6	Bureau du Directeur exécutif adjoint	3	3	-	6	Bureau du Directeur exécutif adjoint	(1)	-	-	(1)	
Division des ressources humaines	49	65	-	114	Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes	-	-	-	-	Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes	(5)	(1)	-	(6)	
Appui à la gestion des opérations	1	6	-	7	Division des ressources humaines	49	65	-	114	Division des ressources humaines	(49)	(65)	-	(114)	
Division de la coordination et de l'appui stratégiques (y compris le Bureau d'Addis-Abeba)	2	-	2	4	Appui à la gestion des opérations	1	6	-	7	Appui à la gestion des opérations	(1)	(6)	-	(7)	
					Division de la coordination et de l'appui stratégiques (y compris le Bureau d'Addis-Abeba)	2	-	2	4	Division de la coordination et de l'appui stratégiques (y compris le Bureau d'Addis-Abeba)	(2)	-	(2)	(4)	
					Opérations concernant les situations d'urgence et la chaîne d'approvisionnement	2	1	-	3	Opérations concernant les situations d'urgence et la chaîne d'approvisionnement	2	1	-	3	
					Chaîne d'approvisionnement	57	44	-	101	Chaîne d'approvisionnement	57	44	-	101	
					Secours d'urgence	12	3	-	15	Secours d'urgence	12	3	-	15	
					Division de la Sécurité	4	33	-	37	Division de la Sécurité	4	33	-	37	
					Secrétariat du Conseil d'administration	12	15	-	27	Secrétariat du Conseil d'administration	12	15	-	27	
					Élaboration des programmes et des politiques	63	19	-	82	Élaboration des programmes et des politiques	(63)	(45)	-	(106)	
					Bureau du Sous-Directeur exécutif	2	2	-	4	Bureau du Sous-Directeur exécutif	(2)	(1)	-	(3)	
					Unité des partenariats avec les ONG	1	-	-	1	Unité des partenariats avec les ONG	-	-	-	-	
					Unité des partenariats avec les ONG	1	-	-	1	Unité des partenariats avec les ONG	(57)	(44)	-	(101)	
					Programmes - action humanitaire et développement	26	8	-	34	Programmes - action humanitaire et développement	(12)	(3)	-	(15)	
					Recherche, analyse et suivi	12	3	-	15	Recherche, analyse et suivi	26	8	-	34	
					Transferts de type monétaire	1	1	-	2	Transferts de type monétaire	12	3	-	15	
					Nutrition	7	3	-	10	Nutrition	-	-	-	-	
					Alimentation scolaire	9	1	-	10	Alimentation scolaire	-	-	-	-	
					Bureau chargé de la prise en compte de la problématique femmes-hommes	5	1	-	6	Bureau chargé de la prise en compte de la problématique femmes-hommes	5	1	0	6	
					Politiques et programmes	34	10	-	44	Politiques et programmes	(34)	(10)	-	(44)	
					Partenariats et gouvernance	114	54	3	171	Partenariats et gouvernance	17	(2)	2	17	
					Bureau du Sous-Directeur exécutif	3	3	-	6	Bureau du Sous-Directeur exécutif	-	-	-	-	
					Secrétariat du Conseil d'administration	12	15	-	27	Secrétariat du Conseil d'administration	(12)	(15)	-	(27)	
					Communications	27	13	-	40	Communications	27	13	0	40	
					Division de la coordination et de l'appui stratégiques (y compris le Bureau d'Addis-Abeba)	2	-	2	4	Division de la coordination et de l'appui stratégiques (y compris le Bureau d'Addis-Abeba)	2	0	2	4	
					Division des partenariats avec les gouvernements (Berlin, Paris, Séoul, Tokyo, Émirats arabes unis)	31	16	-	47	Division des partenariats avec les gouvernements (Berlin, Paris, Séoul, Tokyo, Émirats arabes unis)	-	-	-	-	
					Partenariats avec le secteur privé	23	4	1	28	Partenariats avec le secteur privé	-	-	-	-	
					Relations avec les organismes ayant leur siège à Rome et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale	3	1	-	4	Relations avec les organismes ayant leur siège à Rome et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale	-	-	-	-	
					Division chargée des interactions avec le système des Nations Unies et de la collaboration multilatérale (New York, Genève)	10	5	-	15	Division chargée des interactions avec le système des Nations Unies et de la collaboration multilatérale (New York, Genève)	-	-	-	-	
					Bureau de Bruxelles	6	5	-	11	Bureau de Bruxelles	-	-	-	-	
					Bureau de Washington	9	7	-	16	Bureau de Washington	-	-	-	-	
					Gestion des ressources	138	155	-	293	Gestion des ressources	41	31	0	72	
					Bureau du Sous-Directeur exécutif et Directeur financier	2	2	-	4	Bureau du Sous-Directeur exécutif et Directeur financier	-	-	-	-	
					Budget et programmation	18	29	-	47	Budget et programmation	-	-	-	-	
					Finances et Trésorerie	30	23	-	53	Finances et Trésorerie	-	-	-	-	
					Services de gestion	11	22	-	33	Services de gestion	-	-	-	-	
					Division des ressources humaines	49	65	-	114	Division des ressources humaines	49	65	0	114	
					Gestion de la performance et établissement de rapports	11,0	6,0	-	17	Gestion de la performance et établissement de rapports	(4,0)	(-1)	0	(-5)	
					Gestion globale des risques	12	2	-	14	Gestion globale des risques	(4,0)	(-33)	0	(-37)	
					Bien-être du personnel	5	6	-	11	Bien-être du personnel	-	-	-	-	
					Niveau central	3	2	-	5	Niveau central	-	-	-	-	
					Crédits sous gestion centrale	3	2	-	5	Crédits sous gestion centrale	-	-	-	-	
Total général	874	380	617	1 871	Total général	874	380	617	1 871	Total général	-	-	-	-	

* Plan de gestion du PAM pour 2019-2021 (WFP/EB.2/2018/6-A/L/Rev.1).

** Point sur le Plan de gestion du PAM pour 2019-2021 (WFP/EB.1/2019/6/1).